

## Rien pour remplacer le nucléaire

...est-ce bien suffisant ?

« La sortie du nucléaire c'est aujourd'hui ou jamais ! », tel est le message historique de Fukushima. Par cette si soudaine proximité de l'aujourd'hui et jamais à nouveau révélée, la catastrophe japonaise a renforcé l'urgence éthique d'en finir avec l'âge atomique. Tel est la sentence irrévocable qui s'impose aujourd'hui à tout le monde.

Plus que Tchernobyl, Fukushima a donc définitivement annihilé toutes les distances possibles, temporelles ou spatiales, réelles, techniques, conceptuelles ou même imaginaires, que l'on pouvait mettre entre l'aujourd'hui et le jamais. La dite « sûreté nucléaire » est désormais réduite à un oxymore et, indépendamment de toute catastrophe, reste entier ou se construit un autre oxymore celui de la dite « gestion des déchets nucléaire ». Toute ces choses ont été rapidement comprises en Allemagne et dans les autres pays d'Europe occidentale : il faut sortir au plus vite, en finir avec cette aventure technologique avant la catastrophe désormais inévitable.

A Fukushima c'est fini, le « jamais » est déjà arrivé, comme à Tchernobyl sur des centaines de milliers de kilomètres carrés on ne sortira plus jamais du nucléaire. L'éternité atomique sous sa pire forme c'est déjà aujourd'hui.

Pour le Japon la sentence est historique, la catastrophe rend incontournable la sortie du nucléaire.

Dans ce pays la classe dirigeante avait projeté un accroissement substantiel de la part du nucléaire dans le mix énergétique en voulant la faire passer de 30 à 50 % de la production d'électricité à l'horizon 2030. Mais après « l'accident », cette ambition n'est plus de l'ordre du possible et c'est plutôt la sortie de l'« énergie atomique » qui se profile à l'horizon. Ou, plus justement, l'arnaque historique du nucléaire dit « civil » atteint sa date de péremption.

La dégringolade accélérée de son acceptation sociale ne peut plus être ignorée de la classe dirigeante. A la date du 3e anniversaire de la catastrophe, la quasi-totalité des réacteurs est toujours à l'arrêt, officiellement mis en examen. La part du nucléaire s'est brutalement effondrée et le doute s'est irrémédiablement inscrit dans les consciences.

Malgré sa détermination aveugle et le soutien international dont elle dispose dans son déni de réalité, la classe dirigeante, éclaboussée dans son ensemble par « l'accident honteux » de Fukushima, n'est plus vraiment en mesure d'imposer une réanimation et encore moins une relance du nucléaire. Révélée dans son incorrigible corruption et son incurie semi-séculaire, elle ne peut que louvoyer pour ralentir le processus de sortie entamé. Dans ce pays, en plus du lien de vassalité entre les potiches de la classe politique et la secte des nucléocrates, deux autres proximités historiques et sociologiques ont resurgi : l'importance de la mafia dans l'exploitation du sous-prolétariat pour la gestion de la crise et celle de la guerre ; pègre et misère humaine, Hiroshima et Fukushima sont deux autres visages d'une seule et même réalité criminelle.

En avril 2011, une historienne japonaise, désespérée face à cette vérité à nouveau révélée en appelait à un droit d'ingérence pour aider son pays à sortir du nucléaire : « Le Japon est incapable de se regarder objectivement et de changer de l'intérieur. (...) Comme le Japon ne peut pas et ne veut pas changer de l'intérieur, il faudrait que s'exerce une pression de la communauté internationale pour que le Japon n'entraîne pas toute l'humanité dans un suicide collectif. » Ce qui paraissait encore impossible en 2011 et qui désespérait l'historienne consciente du problème spécifique à la société japonaise, est aujourd'hui devenue une réalité. Le Japon sort du moins de la surenchère nucléaire et aussi unimaginable que cela puisse paraître il le fait malgré la volonté contraire de sa classe dominante.

Le message irrévocable de Fukushima s'impose aussi à la France. Mais là encore comme au Japon, la caste dirigeante pour son fleuron industriel national, son exception culturelle française du nucléaire, tente une ultime résistance. Tout l'appareil médiatico-politique, polytechnique et scientifique s'est mis en branle. Technocrates, bureaucrates et nucléocrates avec la meute encore nombreuse des « nouveaux chiens de garde » sont à la manœuvre pour censurer le seul message de sortie urgente révélé par Fukushima.

Au plus haut niveau de l'État, un Président en 2011, a brandi la menace supposée terrifiante du « retour à la bougie ».

Dans l'espace médiatique des journalistes tentent de reconstruire un avenir radieux au nucléaire avec des articles particulièrement dithyrambique : « Fukushima: pourquoi l'hiver nucléaire n'a pas eu lieu Un an après la catastrophe, c'est un fait, l'industrie nucléaire se porte bien. A côté des réactions contrastées en Occident, les pays émergents sont bien décidés à profiter des atouts de l'atome. »

Chiffres et histogrammes chocs des experts organisent un déni de réalité collective et veulent ne laisser planer aucun doute sur les perspectives radieuses de croissance du nucléaire. Plus pragmatiques les agences françaises dites de « sûreté nucléaire » ASN et IRSN réclament des milliards d'euros. Consciente de la signification historique de Fukushima, elles veulent « bunkeriser » le nucléaire. Mais contre quoi ou pour quelle utilité... après tout ce que Fukushima a révélé sur la caste des nucléocrate ? Non pas pour assurer un semblant de sûreté car la catastrophe japonaise a aussi anéanti le cadre conceptuel dans lequel le concept de « sûreté nucléaire » pouvait exister, non pas pour remettre de la distance entre l'aujourd'hui et le jamais car la sentence historique de Fukushima est irrévocable et encore moins pour gérer le désastre désormais inévitable.

Non tout ceci n'est plus possible, mais leur souci est simplement d'éviter la débandade, l'improvisation et le ridicule médiatique.

Il est important de bien comprendre la signification politique d'ensemble du volumineux rapport de l'ASN et en définitive d'en saisir sa stricte visée médiatique. Les vastes manœuvres technico-financières, juridiques et administratives actuelles des agences dites de sûreté nucléaire ne visent plus la « sûreté », puisque comme elles l'admettent : « un accident ne peut jamais être exclu ». Avec ce déploiement considérable de moyens techniques chiffrés en dizaines de milliards d'euros on ne sort pas de l'espace médiatique.

Il s'agit d'assurer un certain panache militaire sur le champ de bataille d'une catastrophe nucléaire et d'offrir ainsi un spectacle acceptable à l'appareil médiatique. Puisque les conséquences d'une catastrophe nucléaire restent à ce jour ingérable avec un nombre de victimes imprévisibles, il faut au moins assurer un péplum nucléaire irréprochable et surtout éviter le navet japonais : ne pas reproduire le spectacle déplorable de l'incurie au pouvoir déjà justement l'arrestation de l'arnaque nucléaire s'impose aussi pour la France quels que soient les performances médiatiques affichées par la classe dirigeante.

Dans le branle-bas de combat général mettant sur le pont l'ensemble des acteurs de la classe dirigeante, l'intervention d'un homme politique doit être relevée, car elle pose la sortie du nucléaire comme une impossibilité. Frondeur sûr de son coup ou comme pour se donner du courage face à l'onde de choc de Fukushima, il s'est écrié : « C'est bien beau de proclamer la sortie du nucléaire encore faut-il nous dire par quoi on le remplace ? »

Si le spectre de « la bougie » énergiquement agité par un Président de la République est risible par son infantilisme ou son populisme et si l'énorme pavé bureaucratique de l'ASN est déplorable par son anachronisme puisqu'il révèle au mieux toutes les inconséquences techniques que les milieux écologistes dénoncent depuis un demi-siècle, il est par contre intéressant de s'arrêter à l'interrogation du courageux technocrate : « Par quoi remplacer le nucléaire ? »

Comment répondre à la question ? Quelle est donc, du point de vue écologique, la réponse juste à apporter pour ce problème énergétique ?

### **Le nucléaire ça commence à bien faire !**

« ... encore faut-il nous dire par quoi on le remplace ? » A cette menaçante interrogation de technocrate, faisant du nucléaire une énergie incontournable, il ne faut surtout pas s'empresse de répondre : « par du renouvelable ! »

Non, erreur fatale ! Malgré son apparente logique technique, il s'agit là de la plus mauvaise réponse, surtout du point de vue de l'écologique, car elle exprime innocemment un manque d'envergure politique face aux enjeux énergétiques de l'avenir.

Disons-le d'emblée, la seule et unique réponse recevable de ce point de vue tient en un seul mot : « Rien ! »

« Par quoi remplacer le nucléaire ? » « Rien, point à la ligne ! »

Non pas parce qu'il n'y a rien pour remplacer le nucléaire, mais, en première analyse, parce que le nucléaire représente rien ou presque rien en terme de fourniture énergétique finale. Normalement, cette réponse parfaitement claire en elle-même ne doit souffrir d'aucune explication supplémentaire. Cependant, pour qu'elle soit évidente comme seule réponse possible, elle suppose un autre paradigme d'analyse de la notion d'énergie. Il faut faire une réelle révolution copernicienne, où, après s'être émancipé de nos graves séquelles d'éducation scolaire qui insidieusement nous permettent d'être trop aisément réceptifs aux savants organigrammes technocratiques.

Tout devient simple lorsque l'on cesse de faire tourner le monde autour de l'énergie ou en terme politique tout devient simple lorsque l'on cesse de faire tourner le monde autour de la croissance du pouvoir.

En rappelant ses origines et sa finalité essentiellement militaire, on pourrait se contenter aussi de faire de la sortie du nucléaire une stricte question de principe et dire : « la gabegie ça suffit ! » Ou encore mieux, en paraphrasant une des conclusions présidentielle finales du Grenelle de l'environnement, on peut répondre en écho : « le nucléaire ça commence à bien faire ! »

Mais l'on a mieux encore pour justifier ce « rien ! » comme unique réponse acceptable, puisqu'il vient d'être magistralement confirmé par l'onde de choc de Fukushima.

### **Révolution copernicienne de Fukushima**

Même si ce « rien ! » était réellement un « retour à la bougie », il n'est plus possible de se faire d'illusion sur l'avenir du nucléaire. Car l'événement de Fukushima ne peut pas être considéré comme rien dans l'histoire contemporaine. Comme le dit très bien le responsable de l'ASN pour défendre ses intérêts budgétaires d'autorité de sûreté nucléaire : « L'accident de Fukushima marque l'histoire du nucléaire comme ceux de Three Mile Island et Tchernobyl : il y aura un avant et un après Fukushima. » Mais par cette sentence l'expert technique en groupe électrogènes révèle innocemment son incompréhension de l'événement... Contrairement à ce qu'il préconise, on doit saisir la dimension éthique de la catastrophe. Il n'est plus possible de réduire l'événement à un simple grave accident nucléaire comme s'efforcent de le faire les experts nucléaires. Fukushima ne doit pas être réduit en une sorte d'expérience instructive pour perfectionner la dite « sûreté » et assurer un meilleur avenir au nucléaire. L'avant Fukushima est l'ère des illusions technocratiques et scientifiques du mythe de l'énergie inépuisable avec la résignation sociale, l'après Fukushima est l'ère des catastrophes et donc du fanatisme et de l'obscurantisme techno-scientifique sans plus aucune acceptation sociale de l'aventure nucléaire.

Sortir du nucléaire relève de l'urgence historique et doit être projeté comme une libération de l'Age Atomique. Il faut l'envisager par nécessité comme fuir un édifice en feu ou abandonner un navire naufragé avec ou sans canot de sauvetage. En conséquence il n'est plus possible de ne rien faire pour rendre ce « Rien ! » possible.

L'avant et l'après Fukushima représentent l'équivalent d'une révolution copernicienne, un changement de paradigme. C'est dans ce nouveau cadre conceptuel que ce « Rien ! » s'impose et devient parfaitement compréhensible comme seule réponse possible. Par son seul fait, la catastrophe japonaise a clos un cycle, non seulement pour le nucléaire mais aussi pour la civilisation industrielle. Le compte à rebours a commencé et il faut en tenir compte comme une rupture historique ou le symptôme de la fin d'un monde. Il va falloir s'y faire, les machines à vapeur nucléaire, d'emblée décrites comme des « bouilloires diaboliques » par Albert Einstein, appartiennent définitivement au passé. Même si l'arbitraire du pouvoir en France, en Iran, en Russie, en Chine ou même au Japon arrive encore à les imposer, ces grossières chaudières ne peuvent plus prétendre représenter l'avenir énergétique. dans l'espace médiatique. Mais attention, il ne faut pas se tromper de secteur d'activité. Si les acteurs sont bien les mêmes, on ne doit pas confondre l'industrie (nucléaire) de l'énergie qui est en décélération accélérée depuis l'An 2000 et la grande braderie de matériels (nucléaires) déjà obsolètes sur le marché qui sauve les apparences.

En dehors de la Chine qui totalise près de la moitié des réacteurs en construction les victimes potentielles et solvables se recrutent dans les pétromonarchies qui ne savent jamais comment faire pour dépenser leurs pétrodollars.

Les perspectives radieuses éco-labélisées « carbon free » pour « sauver la planète » se sont par contre irrémédiablement assombries avec le spectacle affligeant de Fukushima et l'effondrement de la citadelle nucléaire japonaise. Une page d'histoire a été tournée: si le marché subsiste grâce à la croissance dévastatrice de la Chine et aux pétrodollars des pétro-tyrannies, l'Age atomique est entré en phase agonique finale.

En s'inscrivant au plus mauvais moment dans la suite de Three Miles Island 1979 et de Tchernobyl 1986, Fukushima 2011 fait changer la catégorie statistique de l'accident majeur : « d'extrêmement improbable » il devient probable. Là encore on a un changement de paradigme. La catastrophe japonaise détruit ainsi l'échafaudage théorique ayant validé dans la sphère médiatique l'imposture dite « civile » du nucléaire. L'extrapolation facile des experts, assimilant l'« extrêmement improbable » au (quasi) « impossible » ou « impensable », quitte le domaine scientifique pour s'inscrire définitivement dans le cadre de l'a priori idéologique.

Par la seule possibilité de survenue d'un accident majeur, maintenant admise par les toutes les autorités dite de « sûreté nucléaire », l'événement japonais a sabré le cadre conceptuel où pouvait se définir une « sûreté nucléaire ». En opérant cette véritable révolution copernicienne, Fukushima expulse la notion de « sûreté nucléaire » du monde réel. Avec ce changement radical de paradigme lié à l'événement japonais cette notion de « sûreté nucléaire » n'est plus qu'un oxymore, elle relève donc d'une pure construction dogmatique. Fukushima révèle de manière inutile mais irrévocable ce qui était su depuis les origines de l'âge atomique : l'insécurité nucléaire.

On découvre aujourd'hui, dans la vie réelle des sociétés nucléarisées le linge sale des technocrates étalé au grand jour. Tous les impensés théoriques et statistiques, tous les a priori fautifs permettant la formulation d'une « sûreté nucléaire » auxquels il faut associer la corruption et l'arbitraire de la classe politique aux origines de l'aventure nucléaire surgissent dans la sphère médiatique. Fukushima c'est la véritable transparence nucléaire.

Fukushima c'est la véritable transparence (non médiatique) du nucléaire. Cette réalité crapuleuse et criminelle, révélée par le nucléaire lui-même, est désormais incompressible, irrévocable sur le plan historique.

Les milliards d'euros réclamés par l'ASN ne font qu'aggraver le tableau. Car il ne s'agit plus de prévenir un accident majeur considéré comme inévitable mais simplement d'éviter le spectacle lamentable de débandade donné, et toujours en cours, par Fukushima. L'ASN s'arc-boute avec les épicycles de l'ancien paradigme.

Rafistoler à grand frais des installations nucléaires en fin de vie pour redonner un semblant de crédibilité statistique à la notion de sûreté nucléaire confirme par son anachronisme, l'hermétisme idéologique et l'irresponsabilité sociale de cette agence dite de « sûreté nucléaire ». Elle tente de continuer l'aventure comme si Fukushima n'avait été qu'un stress-test, un exercice ou un tir d'essai instructif dans une expérimentation atomique. Par l'effort dans la surenchère financière et technique, on censure les implications humaines et écologiques sur le long terme. Elles restent hors jeu, hors champ de la conscience.

Mais ces milliards supplémentaires ne pourront plus renverser la vapeur. L'accident majeur est incompressible même recadré par des artifices techniques dans une fourchette statistique théorique pour le déclarer comme avant « impensable ». Et pour comble d'inconséquence, il n'est pas la seule menace nucléaire. Reste entier le problème des déchets nucléaires, l'Andra réclame aussi comme l'ASN ses milliards euros pour les faire disparaître et les chantiers de la déconstruction des centrales eux aussi chiffrés en dizaines de milliards sont laissés aux « générations futures »... Une ploutocratie de nucléocrate, ASN, IRSN, CEA, Areva Andra, EDF, tous ces milliardaires vivants au crochet de la dette publique, ça commence à bien faire !

Pour compléter, si nécessaire, le tableau pitoyable de l'insécurité intrinsèque du nucléaire, l'EPR lui-même démontre chaque année, l'impossibilité de construire un réacteur sûr. La facture de la grossière chaudière croît sans cesse et retrace en accéléré toute l'histoire sordide du nucléaire, son

parasitisme aux crochets de la société civile. En un demi-siècle la somme des impensés accumulée est devenue vertigineuse. L'avenir d'une industrie ne peut pas éternellement se construire sur une croissance indéfinie de dette publique.

L'événement de Fukushima boucle donc un cycle historique et par ses conséquences humaines et écologiques il révèle à nouveau l'origine et l'unique finalité militaire du nucléaire.

Même s'il n'y avait réellement rien pour le remplacer il faudrait proclamer la fin du nucléaire. Mais il n'en est rien car les conséquences irrévocables de Fukushima confirment la justesse, y compris technique, de la réponse « Rien ! »

### **Sortie flash du nucléaire : stress test réussi**

Si l'on voulait une preuve tangible (en fait inutile) que le plus brutal arbitraire est à l'origine de l'aventure nucléaire, la sortie flash du Japon de l'âge de la dite « énergie atomique » nous la donne de manière spectaculaire et irrévocable. Le pouvoir nuisance de la classe dominante s'est momentanément trouvé sidéré et l'in vraisemblable s'est produit ; l'Empire du Toyotisme, du militarisme productiviste, « sortait » ou du moins arrêta son parc atomique.

Mais la révolution copernicienne de Fukushima c'est plus que cela. « L'avant et l'après » de la catastrophe n'a pas seulement sabré le cadre conceptuel où pouvait se définir la notion de « sûreté nucléaire ».

L'une des premières conséquences japonaises de l'onde de choc historique de l'événement a directement et explicitement conforté la réponse « Rien ! » à la question posée.

Rapidement après l'accident, pour diverses raisons de sécurité ou de précaution devant l'insécurité révélée, ou de contrôle, de panne... le Japon a dû rapidement arrêter la presque totalité de son parc nucléaire et, surprise, aucune conséquence majeure sur la vie quotidienne des japonais. Ou plutôt sans surprise, le black-out nucléaire quasi-total n'a pas entraîné de « retour à la bougie ». Et plus paradoxal encore pour cette troisième puissance économique mondiale éminemment énergivore, il n'y a pas eu d'effondrement de son économie. Il est vrai qu'elle vie depuis 20 ans au ralenti.

Parmi tous les géants industriels actifs dans le pays, ceux du divertissement de masse ont continué leur production de consoles de jeu vidéo. Aussi stupide, inutile et énergivore que soit cette activité industrielle elle ne semble pas avoir souffert de l'onde de choc nationale de la catastrophe. Sur le parc de 54 réacteurs japonais, 46 se sont retrouvés à l'arrêt dans les mois qui ont suivi la catastrophe et qu'elles que soient les tergiversations technico-politiques, identitaires ou nationalistes de la classe dirigeante, beaucoup de ces réacteurs ne pourront jamais plus redémarrer. A la première date d'anniversaire de Fukushima tous les réacteurs se sont retrouvés à l'arrêt. A la 3e date d'anniversaire, l'arbitraire ultranationaliste et va-t-en guerre, à nouveau au pouvoir, n'a réussi qu'une seule remise en service, rien en quelque sorte...

L'événement de Fukushima, même ravalé au simple rang d'essai atomique instructif « porteur de retour d'expérience » par l'autorité de sûreté nucléaire française, a arrêté net le programme nucléaire japonais.

Dans ce pays, avec sa classe dirigeante consubstantielle au nucléaire depuis ses origines, le programme nucléaire s'était inscrit sur une très radieuse perspective de développement durable.

Partant de 3 % de l'énergie produite en 1973 au moment du premier choc pétrolier, elle progressait encore dans la 1ère décennie du XXIe siècle : 26 % en 2008 , 29 % en 2011 avant l'accident. En 2006, le ministère de l'économie, du commerce et de l'industrie (METI) inaugurait sa « nouvelle politique énergétique » avec pour objectif de faire du Japon une puissance nucléaire (genshiryoku rikkoku).

La feuille de route prévoyait le développement du nucléaire, de l'hydroélectricité et d'autres formes d'énergies renouvelables (le nucléaire constituant la plus grande part) afin de parvenir à couvrir 50 % des besoins énergétiques du pays en 2020, 70 % en 2030 ». Le projet très ambitieux de développement durable du nucléaire s'arrêtait net en 2011.

Le « Rien ! » de la réponse prend de la consistance... Même si les esprits tatillons se sont empressés d'objecter en disant : « Le Japon a dû massivement importer du pétrole pour compenser le déficit d'énergie nucléaire ! » Mais le « Rien » n'a pas été négligeable dans la réponse énergétique, on

pourrait même dire qu'il s'est taillé la part du lion. Le gros de l'effort face à la brutale défection nucléaire a été épongé par les « économies » d'énergie ou, plus justement, par la diminution de la gabegie. Les deux tiers en effet des 30 % d'électricité d'origine nucléaire ont bel et bien été gérés par rien comme énergie, ce qui est énorme pour ce pays, puisque le Japon n'a ni changé de mode de vie et encore moins de régime économique. La structure du pouvoir est restée inchangée et l'empire du toyotisme, le productivisme militant ou militarisme économique de temps de paix, « le rythme frénétique de l'histoire de la technique » règne toujours en maître absolu dans ce pays. En reprenant les termes de l'interrogation d'André Gorz « comment remplace-t-on un système économique fondé sur la recherche du gaspillage maximum par un système économique fondé sur le gaspillage minimum ? » on peut dire que de manière subie Le Japon, partant d'un système économique fondé sur la recherche du gaspillage maximum a dû prendre le chemin d'un système économique sinon fondé sur le gaspillage minimum du moins limitant la gabegie d'énergie.

La réponse globale à l'objection est plus complexe pour conforter le « rien ! » de notre analyse écologique. Le Japon aurait pu intelligemment profiter du choc nucléaire pour anticiper le futur choc pétrolier représenté par la pénurie terminale d'hydrocarbure prévue au cours de ce siècle. Il aurait dû volontairement se dégraisser des ses vieilles industries inutiles, nuisibles et criminelles comme la construction automobile et la pêche à la baleine et bien d'autres comme la construction navale. Combien coûte en énergie la production criminelle annuelle de centaines de cadavres de baleines « pour la science » ? Et quelle est la dépense énergétique nécessaire pour assurer une production intensive de morbidité respiratoire ou pour faire exploser dans les statistiques de mortalité prématurée liée aux records de pollution atmosphérique dans les villes saturées d'automobiles ? En faisant ces efforts d'anticipation sur le choc pétrolier terminal, l'Empire aurait pu s'honorer de ses anciens engagements internationaux arrêté chez lui dans le cadre du fameux « Protocole de Kyoto » sur les « gaz à effet de serre »...

Mais restons pragmatique, contentons-nous de ce premier résultat : le Japon, troisième puissance économique mondiale ayant choisi de construire comme la France son indépendance énergétique avec le nucléaire, a subit et brillamment réussi un stress test de sortie rapide du nucléaire. En conséquence de son premier événement grave, son programme de construction de centrales s'est brutalement arrêté et oriente définitivement vers une fin prématurée. Une sortie urgente s'est imposée.

### **Le scénario Négawatt**

Avant de continuer, soyons clairs sur le vocabulaire. Stricto sensu, après les conséquences irréversibles des « Soixante Radieuses », il est définitivement impossible de sortir du nucléaire. Avec ou sans catastrophe industrielle, le nucléaire est en lui-même une catastrophe planétaire irrémédiable. Les cicatrices sont indélébiles ou plutôt les plaies béantes inscrites dans le paysage ne cicatrissent jamais. Même chiffrées en unités monétaires, elles ne pourront jamais être totalement budgétisées, si ce n'est pour enrichir encore la ploutocratie des nucléocrates. Les radieuses années de l'ère atomique ne peuvent évoluer qu'en friches radioactive comme ce qui s'est passé dans l'empire soviétique. Les générations futures n'auront jamais les moyens de déconstruire l'âge atomique. La seule chose encore accessible est l'arrêt des centrales pour éviter la survenue d'une catastrophe car il n'existe plus de sûreté nucléaire possible. Ce dont-il s'agit aujourd'hui quand on parle de « sortie » se réduit à simplement à sortir du mythe de l'énergie nucléaire pour éviter la fin apocalyptique, un Fukushima en France.

Parmi les 3 scénarios dit de « sortie du nucléaire » : immédiat en 5 ans, rapide en 10 ans ou progressif en 20 ans, considérons pour notre raisonnement le plus lent des trois. Celui de l'association Négawatt est le plus intéressant ici car il est le plus conservateur pour la civilisation industrielle et donc en même temps le plus difficile à soutenir du point de vue de l'écologie. Il est clair qu'une sortie du nucléaire est un jeu d'enfant lorsqu'on s'inscrit en même temps dans un processus délibéré de désindustrialisation absolue.

Mais est-il possible d'abandonner le nucléaire sans forcément sacrifier historiquement la société industrielle ? Et si oui, la réponse « Rien ! » à la question reste-t-elle toujours pleinement valable ?

Par sa grande lenteur, le scénario Négawatt ne représente pas, à proprement parler, une réelle dynamique de sortie du nucléaire.

Il n'y a pas de rupture volontariste comme celle souhaitée par les écologistes mais plutôt une paisible « transition énergétique ».

Avec 20 ans il laisse largement le temps au nucléaire de mourir de sa « belle mort » économique ou, plus grave encore, de finir en apothéose comme au Japon après Fukushima : avec des générations d'esclave condamnés à refroidir le feu atomique sans jamais pouvoir l'éteindre.

Comme les deux autres prospectives énergétiques de sortie délibérée du nucléaire, le scénario Négawatt comporte aussi trois volets : « sobriété », « efficacité énergétique » et (énergie) « renouvelable ». Les deux premiers volets de ce scénario très conservateur sont les plus importants à considérer car pour notre « mode de vie non négociable » ils sont les plus consistants pour ne pas dire les plus violents. Des trois volets le premier est le seul qui est intéressant car il ne relève pas des sciences et techniques.

Et oh surprise, à lui seul il éponge la presque totalité de l'énergie inutilement produite par les chaudières nucléaires.

Il n'est donc plus nécessaire d'être un irréductible écologiste contestataire ou un redoutable libertaire pour trouver que « le nucléaire ça commence à bien faire ! » Les temps changent et avec lui les consciences, car aujourd'hui, même dans les rangs des experts en énergie : le nucléaire est suspect et obsolète. Il n'est plus utile d'être un « Khmer Vert » pour répondre « Rien ! » à l'interrogation du technocrate défendant sa citadelle culturelle. Ce que les écolos de la première génération, savaient avant même le premier choc pétrolier et disaient contre lancement arbitraire du programme nucléaire sort aujourd'hui de la bouche des experts.

Bien avant la catastrophe japonaise ce « Rien ! » catégorique et incompressible, si l'on peut dire, avait reçu sa confirmation économique et sa désignation en terme énergétique : Négawatt.

Des ingénieurs, tout ce qu'il y a de plus respectables dans sphères éthérées de l'énergie et parfaitement recevables dans les salons propres du pouvoir, avaient déjà répondu « Rien ! » à la question. Ils l'avaient mis en équation et organigramme pour pouvoir l'exprimer magistralement dans le langage technico-scientifique d'aujourd'hui.

Dans leur lancée démonstrative, ce « Rien ! » mis en perspective historique permettait une sortie progressive du nucléaire. Par leur culture scientifique et leurs compétences professionnelles, il n'est pas possible de dire que leur prospective énergétique relève de l'art divinatoire. Dans leur mise en chiffres économiques ce « Rien » quantifié et matérialisé s'alimente seulement sur l'exploitation intensive du gisement de « Négawatt » accumulé sur le dernier siècle passé de l'Anthropocène.

Il est important de remarquer pour confirmer le « Rien ! » de notre réponse, que dans le plan d'ensemble de leurs projections, les énergies renouvelables se positionnent surtout comme une alternative aux utilisations massives ou abusives des énergies fossiles. Traduit en langage de la rue, eux aussi, disent : « les conneries ça suffit ! », « la gabegie énergétique ça suffit ! ». René Dumont le disait dans « L'Utopie ou la Mort » et Amory Lovins détaillait la gabegie dans « Stratégies énergétiques planétaires » il y a bientôt un demi-siècle...

Pour la France, le scénario « Négawatt » étale et détaille longuement, - trop longuement ! - les étapes d'une sortie progressive possible et définitive du nucléaire dans les années 2030. Très ambitieux il vise en plus dans sa dernière perspective pour 2050 une baisse de 60 % de la consommation d'énergie du pays avec un objectif d' « indépendance énergétique » de plus de 90 % ... sans nucléaire. Par rapport aux 50 % actuel fanfaronné par les nucléocrates et obtenus en trichant sur l'origine de combustible nucléaire, c'est près du double, sans tricher et sans le nucléaire.

Quand l'on sait que le nucléaire n'assure en réalité pas plus un cinquième de la consommation globale d'énergie nationale, on voit bien que seules les mesures de sobriétés et d'efficacités énergétiques permettent de se passer totalement du nucléaire. Donc le seul « Rien ! » est largement suffisant, même aux yeux des experts, pour assurer le remplacement du nucléaire. La seule contrainte est celle du changement de paradigme énergétique dominant. En définitive le gros du travail de la révolution copernicienne serait la mise hors d'état de nuire de la ploutocratie des nucléocrates. Partir des besoins humains comme base d'analyse et non pas poser la production

industrielle comme impératif à satisfaire, tel est l'effort culturel à faire pour rendre le « Rien » possible. Faire tourner la production autour du besoin et non l'inverse... c'est bien une révolution copernicienne contre le productiviste triomphant armé du scientisme de la seconde révolution industrielle...

Aussi terrible que cela puisse paraître, en terme strictement énergétique : les centrales nucléaires ne servent à rien ! On est bien devant l'une des plus criminelles arnaques du XXe siècle. La catastrophe de Fukushima l'a révélée pour la Terre entière. L'ardoise des Téravatts heures atomiques relève uniquement des Négawatt et de rien d'autre. Elle peut être totalement effacée sans rien faire sur le plan énergétique. On avait besoin que de 20% de « sobriété énergétique » à injecter dans le « mix énergétique » Hexagonal et le scénario Négawatt en propose plus du double et non content de cet affront à la citadelle nucléaire, il offre par-dessus le marché une « Indépendance énergétique » nationale de 90 % à l'horizon 2050, le tout sans même changer l'ordre économique du monde et en égratignant à peine « notre mode de vie non négociable ». Au-delà de son aspect technico-économique ce scénario, sans forcément le savoir, est une dénonciation de l'imposture nucléaire.